

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9 | | |
|--|-------------|---------|
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 14 | 0 | 3 |
| OBJET DE LA DECISION | | |
| N° 23/404 VOIE DOUCE DE DECOUVERTE DU SALIN DES PESQUIERS - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA DREAL POUR LE FINANCEMENT D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/404

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : VOIE DOUCE DE DECOUVERTE DU SALIN DES
PESQUIERS - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES
DE LA DREAL POUR LE FINANCEMENT D'UN PROJET
D'INVESTISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L211 – 7 du Code de l'Environnement,

VU la Loi modifiée n°2014 – 58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

VU la Loi n°2015 – 991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°03/11/11/133 du 14 novembre 2003 portant reconnaissance de l'Intérêt communautaire de la gestion des Salins d'Hyères, propriété du Conservatoire du Littoral, et fixant la date de transfert au premier janvier 2004,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que depuis le 1er janvier 2019, la Métropole Toulon Provence Méditerranée porte la démarche « Opération Grand Site » (OGS) sur le territoire de la commune d'Hyères-les-Palmiers dans un objectif de restauration, de préservation et de mise en valeur du territoire local,

CONSIDERANT que le programme OGS validé en commission supérieure des sites prévoit, par l'intermédiaire de la fiche action 1 « Doter le Grand Site d'un plan de mobilité durable en lien avec le Plan de Déplacement Urbain (PDU) métropolitain », la mise en œuvre d'une voie douce de découverte à l'intérieur du salin des Pesquiers et l'amélioration du suivi des flux et la communication en amont de la presqu'île de Giens,

CONSIDERANT que la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), dans le cadre de son programme d'interventions, prévoit un soutien financier pour la réalisation de projet d'investissement,

CONSIDERANT que le financement de la DREAL est prévu à hauteur de 20 000 € maximum,

CONSIDERANT que les investissements envisagés pour la création de la voie douce de découverte du salin des Pesquiers sont estimés à 1 041 499 € HT,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE SOLLICITER une participation de la DREAL, sous la forme d'une subvention de 20 000 €.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette démarche.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

| | |
|------------|----|
| POUR | 14 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service Biodiversité, Eau et Paysages

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION n° C2023-SBEP-082

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,**

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances modifiée ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements modifié ;

VU le décret n°2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et logement ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant Monsieur Christophe MIR-MAND, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 21 août 2018 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'État pour un projet d'investissement ;

VU la demande de subvention du bénéficiaire reçue le 15/06/2023 ;

Considérant l'accusé de réception du caractère complet du dossier en date du 20/06/2023 ;

ENTRE :

L'État – Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Représenté par le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône
désigné sous le terme « administration », d'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée
Représentée par Jean-Pierre GIRAN, Président
dont le siège social est situé : Hôtel de la Communauté d'Agglomération - 107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536 - 83041 TOULON CEDEX 9
N° SIRET : 248 300 543 00217
Désigné ci-après « bénéficiaire », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objet de la subvention

La présente convention a pour objet d'attribuer une subvention d'investissement pour le financement du projet « Voie douce de découverte du Salin des Pesquiers » qui consiste à cheminer à l'intérieur du Salin des Pesquiers sur une digue existante constituée de terre/sable. Ce projet s'accompagne de la création de 2 passerelles pour franchir le canal de ceinture. Afin de contenir et sécuriser cet itinéraire, des dispositifs de contentions (portails, clôtures) seront mis en place en certains points du linéaire.

Le présent projet s'inscrit dans ce programme d'action afin de participer à la mise en œuvre de la « Boucle des Pesquiers », itinéraire cyclable long de 12Km qui vise à faire le tour du Salin des Pesquiers en continuité des sections cyclables déjà existantes, le long de la RD42 (nord) et le long de la route de la Madrague (au sud).

ARTICLE 2 : Montant de l'aide accordée

2.1 Coût total du projet et dépense prévisionnelle subventionnable :

Le coût total du projet est arrêté à la somme de 1 041 499 €.

La part subventionnable est arrêtée à la somme de 1 041 499 €.

2.2 Subvention maximale accordée :

La contribution que l'État s'engage à apporter au financement des dépenses réelles du dit projet est plafonnée à la somme de **20 000 €**, ce qui représente 1,93 % de la part subventionnable exposée ci-dessus. Le taux d'aide publique indicatif pour le projet est de 21,12 %.

Le dossier ayant été déclaré complet le 20/06/2023, les dépenses réalisées avant cette date ne sont réglementairement pas prises en compte.

ARTICLE 3 : Délai d'exécution

La présente convention prend effet à compter de sa notification.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 2 ans à partir de la date de notification de la présente convention pour informer par écrit l'administration du commencement d'exécution du projet.

Si, à l'expiration du délai, le projet au titre duquel elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente convention devient caduque.

Toutefois, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai de commencement d'exécution, l'administration pourra prolonger ce délai pour une durée maximum d'1 an.

La durée prévisionnelle d'exécution du projet est de 4 ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention n'a pas déclaré l'achèvement du projet avant l'expiration du délai d'exécution, celui-ci est considéré comme étant terminé. L'administration liquidera la subvention attribuée dans les conditions fixées à l'article 6.

Toutefois, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai d'exécution, l'administration pourra prolonger ce délai pour une durée maximum de 2 ans.

ARTICLE 4 : Modalités de versement

4.1 Commencement d'exécution du projet

En application de l'article 12 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018, une avance de 30 % déductible des versements suivants pourra être versée sur demande écrite du bénéficiaire, lors du commencement d'exécution du projet.

4.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution du projet, sur demande du bénéficiaire. Les versements cumulés de l'avance et des acomptes ne peuvent excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 Solde

Le solde sera versé sur demande du bénéficiaire après achèvement du projet. La demande de solde doit être impérativement déposée dans les trois mois au plus tard suivant la fin du délai d'exécution tel que décrit à l'article 3.

Tant les acomptes que le solde de la subvention se calculent par application du taux de subvention mentionné à l'article 2.2 au montant total des dépenses présenté par le bénéficiaire.

Par ailleurs, si le montant de la dépense réelle est supérieur ou égal au montant de la dépense prévisionnelle, la subvention est égale au montant prévu à l'article 2.2. Si le montant est inférieur, la subvention est calculée au prorata du montant des dépenses justifiées.

Les versements de chaque acompte et du solde sont effectués sur justification de l'avancement du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la convention.

Cette justification comprendra :

- **pour une demande d'acompte : un état récapitulatif intermédiaire des dépenses réalisées et un rapport d'avancement du projet défini à l'article 6.1 ;**
.....
- **pour la demande du solde : un état récapitulatif définitif des dépenses réalisées, une attestation des cofinancements publics réellement encaissés et un compte-rendu final de réalisation du projet défini à l'article 6.2 ;**
.....
- **les pièces justificatives nécessaires (factures acquittées, état récapitulatif des paiements certifié conforme par l'expert comptable...).**

Le comptable assignataire est Madame la Directrice régionale des finances publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du Rhône.

L'État se libérera des sommes dues par virement administratif du comptable assignataire mentionné ci-dessus, au compte suivant :

Titulaire : TRESORERIE PRINCIPALE DE TOULON MUNICIPALE 083020
Domiciliation : BDF TOULON

| Code établissement | Code guichet | Numéro de compte | Clé |
|--------------------|--------------|------------------|-----|
| 30001 | 00831 | C8330000000 | 27 |

Cette subvention relève du Budget Opérationnel de Programme n° 0113 – Paysages, eau et biodiversité et s'impute ainsi : CC : EALE013013 – CF : 0113-PACA-E013 – DF : 0113-01-10 – CA : 011301SP0113.

ARTICLE 5 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire veille à ce que le plan de financement permette la réalisation effective de l'action dans les conditions prévues par la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention par le bénéficiaire, celui-ci en avise l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à : DREAL PACA – SBEP – 16 Rue Antoine Zattara - CS 70248 - 13331 MARSEILLE CEDEX 3.

Toute modification importante fera l'objet d'un avenant. Les éléments modificatifs ne doivent pas remettre en cause l'objet et les actions décrites à l'article 1.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas employer tout ou partie des subventions octroyées à des fins autres que celles prévues par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à remettre tous les documents stipulés à l'article 6. Les documents papiers sont à envoyer à l'adresse postale mentionnée ci-dessus. Les documents électroniques sont transmis en format numérique (.pdf) individuellement par courriel sur la boîte de réception :

gestion.sbec.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
caroline.viard@developpement-durable.gouv.fr

Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire aux sanctions prévues à l'article 8.

ARTICLE 6 : Suivi, évaluation et contrôle

6.1 Suivi du projet

L'administration confie le suivi du projet au Service Biodiversité, Eau et Paysages (SBEP) de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA (DREAL PACA) représenté par le responsable technique Caroline VIARD, ou toute personne qui lui serait substituée.

A ce titre, le bénéficiaire informera le SBEP du déroulement du projet au fur et à mesure de son avancement et devra notamment fournir :

- **une attestation de commencement de l'exécution du projet ;**
- **un rapport d'avancement : présentant le degré d'atteinte des objectifs et les difficultés rencontrées ainsi que Il est accompagné d'un résumé court en français présentant les résultats attendus ;**

6.2 Évaluation

L'évaluation de la réalisation du projet porte sur la conformité des résultats attendus, à savoir :

- **les livrables ou les résultats attendus prévus à l'article 6.1 avant l'expiration du délai d'exécution tel qu'il résulte de l'article 3 ;**
- **un compte-rendu final de réalisation du projet ;**
- **un compte-rendu financier de l'emploi de la subvention versée, attestant la conformité à l'objet de la présente convention des dépenses engagées pour la réalisation de l'opération (annexe 2).**

Le responsable technique réceptionne les demandes de versement accompagnés des livrables prévus, vérifie et atteste de la conformité des résultats attendus.

6.3 Contrôle du bénéficiaire

Le bénéficiaire est soumis aux obligations de compte-rendu et de facilitation des contrôles par l'administration.

Au terme de la convention, l'administration peut réaliser un contrôle sur place, en vue de vérifier la conformité de la réalisation et l'exactitude des dépenses présentées par le bénéficiaire. En outre, le bénéficiaire s'engage à présenter à l'administration les pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : Propriété

Les produits, rapports et études réalisés dans le cadre de cette opération sont la propriété du bénéficiaire, qui s'engage à les communiquer à l'État qui pourra en disposer comme il l'entend en citant la source.

Les données naturalistes produites seront versées dans le portail régional des données naturalistes SILENE selon les modalités établies avec les administrateurs de données.

ARTICLE 8 : Clause de nullité et de reversement

Le non-respect par le bénéficiaire de l'une des obligations figurant aux articles 5 et 6 est une cause d'annulation de la convention. Celui-ci pourra être déclaré nul de plein droit par l'administration à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

L'administration peut également exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants :

- le non-respect des clauses de la convention et notamment l'absence de mise en œuvre totale ou partielle de l'action programmée ;
- le changement de l'objet de tout ou partie de la subvention et notamment la modification d'une ou plusieurs activités sans autorisation expresse de celle-ci ;
- l'utilisation des fonds versés pour une destination non conforme à la convention.

La restitution des sommes allouées sera exécutée par l'émission d'un ordre de reversement établi par le comptable assignataire.

ARTICLE 9 : Article d'exécution

Le Préfet de Région (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur) et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

